

Communiqué de presse

EMBARGO: 14 novembre 2019, 10 heures

**Table ronde de la Conférence des directrices et directeurs d'Archives suisses (CDA),
14 novembre 2019, 10h00 à 16h00**

Devoir de mémoire

La Conférence des directrices et directeurs d'Archives suisses (CDA) a consacré le 14 novembre 2019 à la salle du Grand Conseil de Berne une table ronde à la thématique des mesures de coercition à des fins d'assistance et des placements extrafamiliaux avant 1981. D'éminents spécialistes se sont penchés, sous différents angles, sur le travail mené par les services d'archives dans ce domaine au cours des dernières années. 150 personnes environ ont participé à cette table ronde.

Les services d'archives suisses ont apporté, au cours des cinq dernières années, une contribution majeure au traitement d'un chapitre à la fois important et éprouvant de l'histoire suisse récente : les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux avant 1981. Ils ont recherché et reconstitué des milliers de dossiers pour les personnes concernées, engageant parfois des moyens humains et financiers considérables, permettant à ces dernières de faire face à leur passé et, sous certaines conditions, de soumettre une demande de contribution au Fonds de solidarité de la Confédération. Ils ont par ailleurs soutenu de nombreux chercheurs dans leurs travaux sur les mesures de coercition et les placements extrafamiliaux dans le cadre de projets menés aux niveaux fédéral, cantonal et institutionnel. Les services d'archives ont ainsi réalisé une tâche certes constitutive de leurs missions, mais généralement peu connue du public : aider les personnes à retrouver les dossiers qui les concernent.

La majeure partie des travaux relatifs aux mesures de coercition à des fins d'assistance et aux placements extrafamiliaux avant 1981 sera terminée d'ici la fin de cette année. La Conférence des directrices et directeurs d'Archives suisses (CDA) a saisi cette occasion pour effectuer le 14 novembre un bilan complet des travaux réalisés au cours des dernières années et poser dans le même temps les bases sur lesquelles ses travaux futurs devront prendre appui.

Dans son discours d'ouverture, Jacqueline Fehr, conseillère d'Etat zurichoise, a mis particulièrement en évidence les évolutions majeures de la perception des mesures de coercition à des fins d'assistance auprès du public au cours des dernières années. Guido Fluri, à l'origine de l'initiative populaire fédérale « Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance », a, pour sa part, présenté les travaux de son comité d'initiative jusqu'au moment où s'est concrétisée la proposition indirecte du Conseil fédéral. Quant à Luzius Mader, ancien délégué du Conseil fédéral, il s'est concentré sur les activités de la Table ronde et l'évaluation des demandes de contribution de solidarité par les autorités compétentes. Anne-Françoise Praz, historienne et ancienne vice-présidente de la Commission indépendante d'experts (CIE) internements administratifs, a, de son côté, insisté sur l'apport des recherches historiques menées par cette commission. Christoph Auer, chancelier du Canton de Berne, a expliqué comment le Canton de Berne, qui a reçu le plus grand nombre de requêtes de la part des victimes, a relevé le défi de la recherche de dossiers à une échelle sans précédent. Quant à Christophe Dubrit, chef du Service LAVI du Canton de Vaud, il a décrit le travail effectué par les centres d'aide aux victimes, qui ont été désignés comme points de contact dans toute la Suisse. Beat Gnädinger, directeur des Archives d'Etat de Zurich et ancien président de la CDA, a, pour sa part, présenté non seulement le travail des services d'archives, qui ont effectué plus de 8000 recherches de dossiers de

victimes, mais aussi différentes pistes de réflexion pour l'avenir. Alexander Grob, psychologue et président du comité de direction du PNR 76, a, de son côté, décrit la collaboration avec les services d'archives du point de vue des chercheurs. Enfin, Gilbert Coutaz, ancien directeur des Archives cantonales vaudoises, a analysé le rôle des services d'archives, entre passé, présent et futur.

Les actes de cette journée d'étude feront l'objet d'une publication au cours du printemps 2020.

Précisions

Ce communiqué de presse est disponible sous forme électronique à l'adresse <https://www.adk-cda.ch> dès le 14 novembre 2019 à 10h00.

Les Archives d'Etat d'Argovie, de Berne, de Bâle-Ville, des Grisons, de Saint-Gall, de Soleure et d'Uri organisent des journées **Portes ouvertes** ou des manifestations consacrées à cette thématique les 15 et/ou 16 novembre 2019. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Internet des différentes institutions.

Personnes de contact

Barbara Studer, Archiviste d'Etat de Berne, Tél. +41 31 633 51 10, barbara.studer@sta.be.ch

Alain Dubois, Archiviste cantonal du Valais, Tél. +41 79 741 40 97, alain.dubois@admin.vs.ch